



**SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or**

9A, rue René Char BP 67454

21074 DIJON Cedex



**Service Public de distribution de chaleur de la  
commune de Saulieu (Centre)**

—◆—  
**CONTRAT DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL**  
—◆—

## Contrat de mise à disposition de personnel

**De MARCHAL Henri**

**Grade Agent de Maîtrise Principal**

Entre les soussignés :

**Entre :** Le **SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or** au titre de sa Régie Côte-d'Or Chaleur pour la distribution publique de chaleur (ci-après « la Régie » ou le « Client »),

Ayant son siège : 9A rue René Char BP 67454 21074 DIJON Cedex,

Représenté aux fins des présentes par Jacques Jacquenet, son Président,

Dûment mandaté à cet effet par délibération du Comité Syndical en date du 15 décembre 2025

**D'une part ;**

**Et :** La **Collectivité : Commune de Saulieu**  
(ci-après la « Collectivité » ou le « Prestataire »),

Ayant son siège : 1, place de la République, 21210 SAULIEU

Représenté aux fins des présentes par Martine MAZILLY, son Maire,

Dûment mandaté à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 24 novembre 2025

**D'autre part,**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements administratifs locaux,

Il a été convenu ce qui suit :

## Article premier – Objet et durée de la mise à disposition

Le présent contrat est un contrat de prestations de service, relatif à une mise à disposition de personnel ayant pour objet la mission de la conduite courante de la chaufferie bois déchiqueté de la zone centre construite et exploitée par la Régie Côte-d'Or Chaleur du SICECO, située Chemin des Ardillières sur la commune de SAULIEU, à savoir :

- Vérification du bon fonctionnement : alarmes, températures, pressions, absence de bourrage, pas de matériel hors service, pas de panne, ...
- Décendrage et gestion des cendres
- Réception des livraisons de combustible (commande gérée par la RÉGIE)

La liste indicative des prestations, qui pourra être complétée en fonction des exigences de l'installation, est donnée en annexe 1.

A cet effet, la commune de SAULIEU met Henri MARCHAL à disposition de la Régie Côte-d'Or Chaleur du **SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or**, pour exercer les fonctions précisées ci-dessus à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2027 pour une durée d'1 an reconductible par tacite reconduction par période identique, sans limite de durée. En cas d'indisponibilité du personnel susnommé, la commune de SAULIEU met à disposition un personnel remplaçant, présentant qualifications et compétences équivalentes, après accord de la Régie Côte d'Or Chaleur.

Les PARTIES ont librement le droit de résilier le contrat, moyennant un préavis de 6 mois à réception d'une lettre recommandée LR+AR sans que cette résiliation ne donne droit à pénalités ni rémunération supplémentaire.

## Article 2 – Conditions d'emploi

Le travail de Henri MARCHAL est organisé par la commune de SAULIEU dans les conditions définies à l'annexe 1.

La situation administrative de Henri MARCHAL est gérée par la commune de SAULIEU.

## Article 3 – Prix des prestations et rémunérations

Versement : La commune de SAULIEU versera à Henri MARCHAL la rémunération correspondant à son grade d'origine.

Remboursement : La RÉGIE remboursera à la commune de SAULIEU le montant de la rémunération de Henri MARCHAL ainsi que les cotisations et contributions afférentes en contrepartie de la réalisation des prestations définies à l'annexe 1.

Ce remboursement sera ventilé de la manière suivante :

- Trimestriellement, à la fin des 3 mois considérés, après accord du représentant ayant pouvoir de décision à la RÉGIE.

Les frais engagés par le prestataire : déplacement de courte distance – 50 kms A+R, hébergement, repas, ... nécessaires à l'exécution de la prestation, sont réputés être intégrés dans le remboursement défini ci-dessus.

Les frais exceptionnels engagés par le prestataire : déplacement de + de 50 kms A+R, hébergements extérieurs, repas et frais annexes tels que reprographie, etc., nécessaires à l'exécution de la prestation, seront facturés en sus au client sur relevé de dépenses selon le barème kilométrique fiscal en vigueur et sur ordre de mission de la RÉGIE.

Ces frais exceptionnels feront l'objet de bons de missions dûment acceptés avant l'événement par le représentant ayant pouvoir de décision à la RÉGIE.

Les sommes prévues ci-dessus seront payées par mandat dans les huit jours de la réception de la facture, droits et taxes en sus.

#### **Article 4 – Exécution de la prestation**

Le PRESTATAIRE s'engage à mener à bien la tâche précisée à l'Article premier ci-dessus, conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière.

A cet effet, il constituera l'équipe nécessaire à la réalisation de la mission et remettra les documents de restitution des prestations au fil de l'eau selon les délais et plannings acceptés par les deux PARTIES.

Un rapport sur la manière de servir de Henri MARCHAL sera établi par la RÉGIE une fois par an et transmis à la commune de SAULIEU qui établira la notation.

En cas de faute disciplinaire, la commune de SAULIEU est saisie par la RÉGIE.

##### **4.1 Obligation de collaborer**

La RÉGIE tiendra à la disposition du PRESTATAIRE toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet du présent contrat.

A cette fin, la RÉGIE désigne un interlocuteur privilégié (M. Alexandre BALESTRUCCI) pour assurer le dialogue dans les diverses étapes de la mission contractée.

##### **4.2 Obligation du Client – Libre accès aux informations**

Le PRESTATAIRE pourra avoir un accès libre à certaines catégories d'informations. (Voir clause 4.1 précédente.)

## **Article 5 – Calendrier – Délais**

La présente prestation est à la vacation. Les calendriers et délais seront définis selon les missions spécifiques selon un accord formel entre les deux PARTIES.

## **Article 6 – Nature des obligations**

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues à l'Article premier ci-dessus, le PRESTATAIRE s'engage à donner ses meilleurs soins conformément aux règles de l'art. La présente obligation n'est, de convention expresse, que pure obligation de moyens.

La responsabilité du PRESTATAIRE est susceptible d'être engagée dans la mesure où le préjudice que subirait la RÉGIE est avéré et dû à un fait de son personnel.

Le personnel du PRESTATAIRE a l'obligation de respecter toutes les consignes, règles et autres règlements (sécurité, hygiènes, QSE, réglementation et législations, Code du travail, ...), ainsi que toutes les clauses de règlement intérieur de la RÉGIE.

## **Article 7 – Obligation de confidentialité**

Le PRESTATAIRE considèrera comme strictement confidentiel et s'interdit de divulguer toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Pour l'application de la présente clause, le PRESTATAIRE répond de ses salariés comme de lui-même. Toutefois, le PRESTATAIRE ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation ou s'il en avait déjà connaissance antérieurement à la date de signature du présent contrat ou s'il les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

## **Article 8 – Propriété des résultats**

De convention expresse, les résultats des études ou des prestations seront en la pleine maîtrise de la RÉGIE à compter du paiement intégral de la prestation et la RÉGIE pourra en disposer comme elle l'entend.

Le PRESTATAIRE, pour sa part, s'interdit de faire état des résultats dont il s'agit et de les utiliser de quelque manière, sauf à obtenir préalablement l'autorisation écrite de la RÉGIE.

## **Article 9 – Pénalités**

Toute méconnaissance des délais stipulés à l'article 5 ci-dessus engendrera l'obligation pour le PRESTATAIRE de payer les factures de la RÉGIE correspondant au recours à une personne tierce pour effectuer la mission non accomplie par le personnel du PRESTATAIRE relevant de cette convention.

## **Article 10 – Fin de la mise à disposition**

La mise à disposition de Henri MARCHAL peut prendre fin à la demande de l'intéressé(e) ou de la RÉGIE ou de la commune de SAULIEU sous réserve d'un préavis de 6 mois.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la RÉGIE et la commune de SAULIEU.

## **Article 11 – Résiliation – Sanction**

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes des articles ci-dessus, entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit au présent contrat, quinze jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

## **Article 12 – Sous-traitance**

Toute sous-traitance éventuelle du PRESTATAIRE, devra être soumise à l'approbation formelle de la RÉGIE.

## **Article 13 – Clause d'imprévision**

Les PARTIES reconnaissent que le présent accord ne constitue pas une base équitable et raisonnable de leur coopération.

Dans le cas où les données sur lesquelles est basé cet accord sont modifiées dans des proportions telles que l'une ou l'autre des PARTIES rencontre des difficultés sérieuses et imprévisibles, elles se consulteront mutuellement et devront faire preuve de compréhension mutuelle en vue de faire les ajustements qui apparaîtraient nécessaires à la suite de circonstances qui n'étaient pas raisonnablement prévisibles à la date de conclusion du présent accord et ce, afin que renaissent les conditions d'un accord équitable.

La PARTIE qui considère que les conditions énoncées au paragraphe ci-dessus sont remplies en avisera l'autre PARTIE par lettre recommandée avec accusé de réception, en précisant la date et la nature du ou des événements à l'origine du changement allégué par elle en chiffrant le montant du préjudice financier actuel ou à venir et en faisant une proposition de dédommagement pour remédier à ce changement.

Toute signification adressée plus de douze (12) jours après la survenance de l'événement par la partie à l'origine de la signification n'aura aucun effet.

## **Article 14 – Force majeure**

On entend par force majeure des événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements imprévisibles et irrésistibles, indépendants

de la volonté des deux parties, étant entendu que les parties ne sont pas exonérées de leur obligation de prudence.

Aucune des deux PARTIES ne sera tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

En cas de force majeure constatée par l'une des PARTIES, celle-ci doit en informer l'autre PARTIE par écrit dans les meilleurs délais par écrit (courrier, mail, ...).

L'autre PARTIE disposera de dix jours pour la constater.

Les délais prévus pour la livraison seront automatiquement décalés en fonction de la durée de la force majeure.

#### **Article 15 – Loi applicable – Texte original**

Le contrat est régi par le droit français. Le texte en Français du présent contrat fait foi comme texte original.

#### **Article 16 – Compétence**

Toutes contestations qui découlent du présent contrat ou qui s'y rapportent seront tranchées définitivement suivant le règlement du tribunal administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas – 21000 Dijon.

La présente convention sera adressée aux :

- Président du Centre de Gestion
- Comptable de la commune de SAULIEU
- Comptable du Syndicat d'Énergies de la Côte d'Or.

Fait le \_\_\_\_\_ à Dijon en 2 exemplaires.

Pour le PRESTATIAIRE, la Commune  
de SAULIEU

Martine MAZILLY, Maire

Pour la RÉGIE Côte-d'Or Chaleur  
du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or

Jacques JACQUENET, Président

La présente convention a été transmise, avant signature, à Henri MARCHAL. L'intéressé(e) déclare accepter les conditions sur la nature des activités qui lui sont confiées et ses conditions d'emploi.

Fait à ....., le .....

Signature de l'agent